

Le PAM en Afrique

2013: Les faits, les chiffres et les partenaires

Avant-propos

L'Afrique, foyer de quelques-unes des économies les plus dynamiques du monde, a connu une décennie de croissance impressionnante et sans précédent. «Depuis qu'il a enregistré une croissance remarquable au tournant du siècle, le continent a été salué comme la prochaine zone d'opportunités et un pôle potentiel de croissance mondiale». En outre, à moyen terme, les perspectives de croissance de l'Afrique demeurent solides: la croissance était d'environ 4,8 pour cent en 2013 et est estimée à 5,1 pour cent en 2014.

Cependant, cette impressionnante croissance n'a pas été accompagnée d'une réduction proportionnelle de la pauvreté et ne s'est pas traduite en une croissance inclusive, les retombées de cette croissance restant encore à partager. Le continent est encore affecté par une pauvreté extrême et plus profonde que dans le reste du monde. En outre, les rapports indiquent qu'une personne sur quatre, soit 214 millions de personnes, souffre de malnutrition chronique.

En effet, on estime que 56 millions d'enfants souffrent de retard de croissance en Afrique, soit une hausse de plus de 24 pour cent par rapport aux 45 millions enregistrés en 1990. Malheureusement, le continent est la seule région du monde où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance a augmenté au cours des 20 dernières années.

Ces faits témoignent de la nécessité d'insister davantage sur cet aspect particulier du développement social et, plus précisément, de soutenir une croissance inclusive et de long terme en vue d'améliorer les conditions de vie et les perspectives de l'ensemble de la population.

Le PAM a établi une présence efficace et étendue en Afrique en travaillant avec de nombreux gouvernements pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2013 seulement, le PAM a apporté une assistance à 45 millions de personnes en Afrique et eu un impact sur leur vie à travers des interventions allant de l'intervention d'urgence à la consolidation et l'amélioration des moyens de subsistance et des avoirs des collectivités.

En plus de sa présence dans les pays, le PAM dispose également d'un bureau de liaison auprès de la Commission de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique. Un de ses projets phare, mené avec les deux institutions, est une étude sur le Coût de la faim en Afrique (CDFA).

L'étude sur le CDFA est le fruit des efforts du continent pour construire un ensemble de preuves qui permettront d'influencer les décisions sur le financement des programmes de nutrition et la formulation des politiques. L'étude sur le CDFA, initiative dirigée par l'Union africaine, contribue à démontrer le coût économique élevé de l'exclusion.

Le PAM apporte son soutien au niveau national par le biais de ses bureaux de pays, tout en menant les efforts de plaidoyer au niveau mondial.

Le PAM s'engage durablement à consolider ces partenariats avec les institutions panafricaines pour améliorer les conditions de vie des populations en Afrique, surtout au moment où le continent est en train d'élaborer avec Agenda 2063 sa vision et son agenda de développement pour les cinquante prochaines années.



M. Amir Abdulla
Directeur exécutif adjoint du PAM

¹ Commission économique pour l'Afrique et l'Union africaine: Rapport économique sur l'Afrique, 2013.

² FAO: État de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2014.

Regard sur le CDFA en 2013

En Afrique, le PAM, en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), soutient la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) dans la mise en œuvre des conclusions d'une étude inédite permettant aux pays africains de quantifier les coûts humains et économiques de la malnutrition dans leurs frontières. L'étude sur le Coût de la faim en Afrique (CDFA) est une initiative continentale visant à estimer les impacts sociaux et économiques de la malnutrition infantile, en utilisant le modèle d'une étude similaire mise en œuvre avec succès en Amérique latine en 2004 par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Le modèle a été adapté au contexte africain avec le soutien d'experts de la région et avec l'approbation du Groupe de travail africain sur l'alimentation et la nutrition pour le développement (ATFFND).

En 2013, des études ont été conduites par des équipes nationales dans quatre pays: l'Égypte, l'Éthiopie, le Swaziland et l'Ouganda. Les résultats de ces études ont été respectivement lancés en 2013. Le rôle du PAM était de mobiliser des ressources pour couvrir les coûts de la mise en œuvre de l'étude. En outre, grâce à sa présence sur le terrain, le PAM a coordonné la mise en œuvre de l'étude au niveau national. L'organisation a également soutenu la CEA en apportant un appui technique aux équipes chargées de la mise en œuvre.

De plus, le PAM a facilité la diffusion des résultats au niveau des plates-formes nationales et continentales et, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, a plaidé pour l'élimination du retard de croissance en Afrique.

L'étude contribue à sensibiliser l'opinion sur les conséquences désastreuses de la malnutrition infantile et à montrer que la malnutrition est non seulement un problème de santé, mais qu'elle a également un impact économique alarmant. Les résultats des études menées en Égypte, en Éthiopie, au Swaziland et en Ouganda ont révélé que le coût économique associé à la malnutrition représente chaque année entre 1,9 pour cent et 16,5 pour cent du produit intérieur brut (PIB) de ces pays.

La dimension prospective de l'étude a, en outre, démontré quelles seraient les retombées sociales et économiques potentielles pour ces pays s'ils s'engageaient à prendre des mesures agressives en vue de réduire la malnutrition infantile à 50 pour cent des taux de prévalence existants.

Autres résultats clés de l'étude :

- 1) La plus grande partie des coûts de santé associés à la malnutrition est générée avant que l'enfant n'atteigne l'âge d'un an.
- 2) Entre 40 et 67 pour cent des personnes en âge de travailler ont souffert d'un retard de croissance pendant l'enfance.
- 3) Entre 69 et 82 pour cent des cas de malnutrition infantile ne sont pas correctement traités.
- 4) Entre 7 et 16 pour cent des redoublements scolaires sont associés à un retard de croissance.
- 5) Les enfants souffrant d'un retard de croissance ont un déficit scolaire allant de 0,2 à 1,2 an.

Le PAM va poursuivre son rôle actif dans la production de données qui permettent de positionner la nutrition au centre de l'Agenda de développement de l'Afrique.

Dans ce cadre, le PAM s'attellera à soutenir les pays inscrits dans le programme de l'étude en 2014, notamment le Rwanda, le Burkina Faso, le Ghana, le Malawi, la Mauritanie et le Kenya.

Les rapports ci-dessous sont ceux des pays de la première phase.



Pour accéder aux rapports:

www.costofhungerAfrique.com

Bénéficiaires

LE PAM A APPORTÉ UNE ASSISTANCE À 45 MILLIONS DE PERSONNES EN AFRIQUE, SOIT UN PEU PLUS DE LA MOITIÉ DES PERSONNES QUE LE PAM ASSISTE DANS LE MONDE.

Dans le monde, 842 millions de personnes souffrent de la faim et 227 millions (27 pour cent) vivent en Afrique.

En Afrique subsaharienne, plus de 70 pour cent de cette population en insécurité alimentaire, pour la plupart de petits exploitants agricoles, dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance.

Malgré une pauvreté généralisée et une insécurité alimentaire chronique, les petits exploitants agricoles nourrissent 80 pour cent de la population africaine.

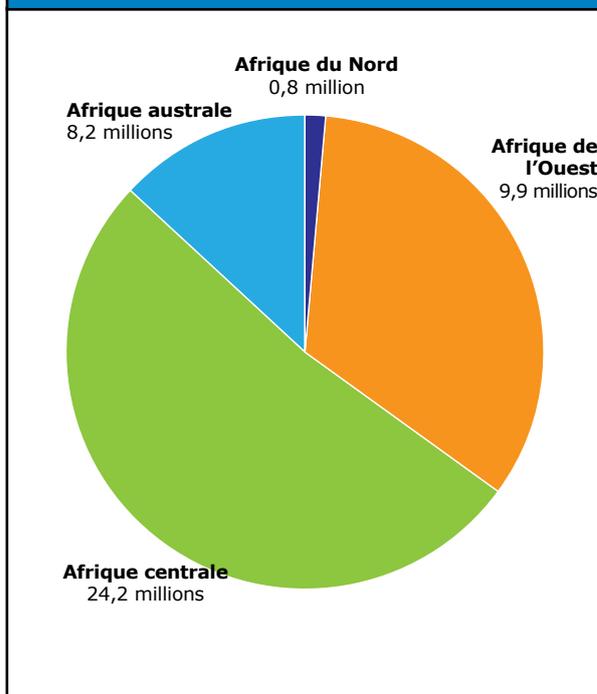
En 2013, le PAM a fourni une assistance à environ 81 millions de personnes dans le monde, dont 45 millions en Afrique.

Les bénéficiaires ciblés sont les suivants:

- Les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées;
- Les femmes souffrant de malnutrition et les mères allaitantes exposées au risque de malnutrition;
- Les enfants en milieu scolaire et préscolaire;
- Les familles touchées par le VIH/sida; et
- Les activités de redressement, y compris les interventions du programme «Vivres pour la création d'avoirs», le traitement des cas de malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les femmes allaitantes.

En 2013, les femmes et les filles constituaient plus de 51 pour cent des personnes prises en charge par le PAM en Afrique.

Nombre total des bénéficiaires du PAM en Afrique, par région (2013)



Clinique de Foulan Koira, Niamey, Niger - intervention d'urgence avec un accent particulier sur les enfants de moins de deux ans

Nombre de réfugiés, de personnes déplacées et de rapatriés secourus par le PAM en Afrique (2004-2013)

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Réfugiés	2,1	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,5	2,3	2,9	2,8
Personnes déplacées	5,8	5,1	4,6	6,3	6,1	8,7	1,2	4,9	4,8	5,1
Rapatriés	0,8	1,0	1,0	0,9	0,7	0,4	0,7	2,2	0,6	0,4

(en millions)

Transferts monétaires et bons alimentaires: des moyens novateurs pour combattre la faim

Le PAM utilise de plus en plus les transferts monétaires et les bons alimentaires pour combattre la faim en Afrique. Grâce aux téléphones portables, aux bons alimentaires électroniques envoyés par message et à d'autres méthodes novatrices, le PAM lutte contre la faim avec de nouvelles armes. Les trois témoignages ci-dessous démontrent comment les transferts monétaires et les bons alimentaires reçus ont aidé leur famille à combattre la faim au Mali, en Somalie et au Soudan du Sud.

A. NOUVEL ESPOIR POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES ET LES FAMILLES D'ACCUEIL



Kadidja fait partie des 330 000 personnes déplacées au Mali à qui le PAM fournit nourriture et aide financière.

Kadidja Traoré, 42 ans, et Amadou Djitteye, 37 ans, figurent parmi les milliers de personnes déplacées du nord du Mali qui vivent actuellement à Bamako, la capitale malienne. Ils bénéficient du programme de transferts monétaires du PAM financé par l'Allemagne et mis en œuvre par ACTED, une ONG partenaire du PAM. Ce programme aide financièrement les personnes déplacées et leur famille d'accueil sur une période de six mois à couvrir leurs besoins alimentaires. Dans un programme parallèle, ACTED apporte une contribution supplémentaire pour couvrir les autres besoins fondamentaux.

Kadidja a fui sa maison à Gao au début de la crise. Elle a vendu les quelques animaux qu'elle possédait et a pris la longue route vers Bamako avec 15 membres de sa famille. Elle a trouvé une famille d'accueil dans la capitale, mais après un certain temps, cette famille a demandé un loyer. La famille de Kadidja, ne pouvant se permettre de payer un loyer, s'est installée dans une maison, plus petite, en terre, où elle pouvait vivre gratuitement.

Le manque d'argent n'était pas le seul problème de Kadidja. En effet, Kadidja, dépourvue de tout moyen de transport, n'était ainsi pas toujours en mesure de ramener à la maison les aliments distribués par le PAM à 12 kilomètres de son domicile.

«ACTED et le PAM nous ont donné assez de nourriture pour survivre, raconte Kadidja. Maintenant, avec l'argent qu'on nous donne, nous pourrions acheter et préparer notre propre nourriture et, éventuellement, commencer à envisager de rentrer à la maison».

Amadou est originaire de Menaka, zone occupée par des groupes armés depuis presque un an au nord du Mali.

«Nous sommes venus ici fuyant l'attaque du 17 janvier 2013,» raconte-t-il. «Avec mes cinq enfants, nous avons trouvé une petite place dans un camion surchargé se rendant à Bamako. J'ai laissé tout ce que j'avais derrière moi, ma maison, ma boutique de vente de pièces de rechange auto».

La vie est plus difficile pour Amadou à Bamako à cause du coût élevé de la vie. L'assistance financière, indispensable, est la première étape d'un avenir meilleur.

«Si la sécurité le permet, je retournerai à Menaka pour redémarrer mon entreprise et reconstruire ma vie,» dit-il.

«La situation de ces personnes reste extrêmement précaire,» explique Nicolas Robe, Directeur- pays de ACTED. «Sur le plan financier, certaines personnes dépassent peu à peu le seuil d'urgence, car le règlement de la crise est lent et peu ressenti».

Le programme de transferts monétaires a été lancé à Bamako en juin 2013 et s'est maintenant étendu à Mopti. Avec CARE Mali, son partenaire régional, le PAM aide plus de 20 000 personnes déplacées et familles d'accueil.

Plus tard dans l'année, le PAM espérait aider les personnes à rentrer à Tombouctou et à Gao.

Selon Sally Haydock, directeur du PAM au Mali, ce programme devrait permettre aux familles d'acheter des aliments pour un apport de 2 000 kilocalories par jour. «En attendant, cela leur permettra de protéger leurs propres revenus tout en leur donnant accès aux denrées alimentaires et en stimulant les marchés locaux,» explique-t-elle.

Récit d'Alexandre Brecher, PAM



Une bénéficiaire somalienne montre son bon

B. BONS POUR LA CRÉATION D'AVOIRS: AUTONOMISER LES SOMALIENS ET LEUR DONNER UN SENTIMENT D'APPROPRIATION

Dans la ville de Dolow en zone semi-aride, les gens font la queue devant deux comptoirs du PAM, non pas pour recevoir des rations alimentaires, mais pour avoir des bons en paiement des travaux qu'ils ont entrepris au cours du mois précédent.

«Je participe au défrichage de la route qui relie les champs au marché,» explique Shamso Mowlid Hussein, une jeune femme inscrite parmi les premiers au programme «Bons pour la création d'avoirs» du PAM.

«Défricher la route était important. Auparavant, la route était envahie par de buissons et était étroite et glissante. Deux ânes ne pouvaient pas passer côte à côte, mais maintenant même les voitures peuvent passer. Le marché est maintenant plus accessible par cette route de 50 km».

Le projet «Bons pour la création d'avoirs» est en train de changer l'aspect de l'assistance alimentaire du PAM en Somalie. Il a été introduit dans la ville méridionale de Dolow en août dans le cadre de la stratégie triennale novatrice du PAM qui vise à renforcer les moyens de subsistance des agro-éleveurs en facilitant autant que possible leur accès aux marchés. Le PAM veut également augmenter la résilience aux sécheresses et

aux inondations qui sont courantes dans cette région.

Les membres de la communauté locale travaillent sur des projets spécifiques et sont ensuite payés avec des bons qu'ils peuvent utiliser pour acheter de la nourriture auprès des commerçants sélectionnés dans la ville.

«J'aime avoir des bons...J'aime aller à la boutique pour choisir et acheter ce dont ma famille a besoin,» déclare Hussein, avec un sourire timide. «C'est une bonne chose que fait le PAM en nous donnant ces bons, mais il est également bon de travailler pour notre communauté. Nous sommes fiers lorsque le travail est terminé».

Récit de Laila Ali, PAM Somalie

C. LE PROGRAMME DE TRANSFERTS MONÉTAIRES AU SOUDAN DU SUD OFFRE LA DIGNITÉ ET LA POSSIBILITÉ DE CHOISIR AUX RAPATRIÉS

Depuis l'accession à l'indépendance de leur pays en 2011, des milliers d'habitants du Soudan du Sud sont rentrés du Soudan dans leur terre natale. Le PAM a facilité la réintégration de ces familles en leur fournissant aide alimentaire et argent.

Lorsque Asunta Achok Madut est retournée à Bahr el Ghazal Nord, sa région natale, avec son mari et ses

huit enfants, la famille n'avait ni maison, ni moyens de subsistance.

Le beau-frère de Madut, ouvrier journalier, a accueilli la famille dans sa maison dans le village de Maper Akot, à environ 3 kilomètres à l'ouest d'Aweil, la capitale de l'État. Cependant, l'arrivée des 10 personnes a mis une pression énorme sur ses maigres ressources.

Le programme d'assistance alimentaire et de transferts monétaires du PAM a apporté une aide vitale aux familles qui rencontrent des difficultés pour réintégrer leur communauté au Soudan du Sud. Les familles rentrées au Soudan du Sud grâce au gouvernement sont éligibles au programme d'aide en espèce à la réintégration, dans le cadre duquel le PAM fournit de la nourriture pour un mois et un montant forfaitaire qui couvre le coût de deux mois de nourriture. Les rapatriés reçoivent des cartes d'identité spéciales qu'ils peuvent utiliser pour retirer de l'argent dans les succursales de la Kenya Commercial Bank (KCB). Les transferts monétaires permettent aux rapatriés d'acheter les denrées alimentaires de leur choix, y compris les articles qui ne font pas partie du panier alimentaire du PAM. Ils leur permettent également de couvrir d'autres besoins comme l'achat de médicaments.

Pour Madut, 39 ans, les deux composantes du paquet du PAM étaient essentielles: «Je ne sais pas ce que nous aurions fait sans la nourriture du PAM, car les besoins alimentaires ont augmenté avec l'arrivée de notre famille de 10 personnes.»

Stimuler l'économie

La famille de Madut a également reçu 1 610 livres soudanaises (environ 525 dollars) dans le cadre du programme de réintégration.

«Nous avons utilisé l'argent pour acheter du maïs, des oignons, du savon de ménage et de toilette et des médicaments pour nos enfants. Cet argent nous a été d'une véritable aide parce que nous n'avions rien, et il aurait fallu à mon beau-frère trois mois de travail pour gagner un tel montant,» a déclaré Madut.

Les transferts monétaires permettent aux rapatriés de choisir quoi acheter, en leur donnant un sens de la dignité et les moyens de commencer à reconstruire leur vie.

Depuis que le programme de transferts monétaires pour la réintégration a été lancé en février de cette année, le PAM a aidé près de 3 000 personnes pour un montant de 250 000 dollars. Le programme est mis en œuvre dans les villes de Juba, de Wau et d'Aweil, où la nourriture est disponible sur les marchés et où les banques sont présentes.

«Cela nous permet d'utiliser les marchés locaux dans le cadre des efforts déployés par le PAM pour

améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et stimuler l'économie locale, ce qui est important pour la croissance et le développement du Soudan du Sud,» a déclaré Eddie Rowe, Directeur adjoint du Bureau de pays du PAM au Soudan du Sud.

«En achetant les produits chez les commerçants locaux, les rapatriés participent à l'économie locale, ce qui facilite aussi leur réintégration,» a-t-il ajouté.

Lorsque Arol Akech Kiir, son épouse et leurs huit enfants sont retournés au Soudan du Sud, ils ont été pris en charge par le neveu de M. Kiir dans le village de Hai Salam dans la périphérie d'Aweil.

«Nous partagions une chambre, tous ensemble avec les enfants et sans aucune intimité,» a déclaré M. Kiir.

Il explique que la surcharge dans la maison a provoqué des tensions entre son neveu et l'épouse de celui-ci. Cependant, l'argent reçu pour la réintégration de sa famille a permis à M. Kiir de contribuer aux frais de la maison, ce qui a réduit la pression sur la famille et restauré l'harmonie.

Récit de Francis Wani et George Fominyen, PAM Soudan du Sud

D. ÉTHIOPIE

Sadia Mohammed a connu elle aussi des difficultés. Il y a deux ans, avec son mari et ses six enfants, elle a fui l'État du Nil Bleu au Soudan déchiré par les conflits. Sadia, 33 ans, se rappelle des combats à Geissen, sa ville natale: «Des maisons brûlaient et il y avait des tirs partout. Nous avons dû partir.»

Aujourd'hui, Sadia a trouvé la paix à l'ouest de l'Éthiopie où elle vit parmi environ 14 000 Soudanais au camp de réfugiés de Bambasi. Même si elle est contente de vivre en sécurité, Sadia vit aussi dans l'incertitude, incapable, pour l'instant, de rentrer chez elle et de redémarrer sa vie.

Comme pour beaucoup de réfugiés (500 000) que le PAM assiste en Éthiopie, la survie de Sadia dépend de l'aide humanitaire mensuelle et des légumes qu'elle cultive dans un petit jardin. Jusqu'à récemment, l'appui du PAM en Éthiopie était entièrement composé de rations alimentaires et de suppléments nutritionnels pour les personnes atteintes de malnutrition. Mais aujourd'hui, Sadia bénéficie d'un changement révolutionnaire dans les opérations d'assistance aux réfugiés du PAM dans cette région, car l'agence est passée de la distribution de denrées alimentaires traditionnelles à un paquet composé de nourriture et d'argent. Cette initiative du PAM est maintenant en pleine expansion grâce à une subvention de ECHO d'un montant de 2,5 millions d'euros (3,4 millions de dollars).

Récit de Kiyori Ueno, PAM Éthiopie

Achats au service du progrès

DE QUOI S'AGIT-IL?

«Achats au service du progrès» (P4P) est une initiative expérimentale du PAM s'étendant sur cinq ans (2008-2013) permettant d'acheter progressivement plus de nourriture aux petits exploitants. Au cours des cinq dernières années, l'initiative a été expérimentée avec des modèles d'approvisionnement en faveur des petits exploitants dans 20 pays, dont 15 en Afrique. En s'attaquant aux nombreux défis qui se posent aux petits exploitants pour accéder aux marchés formels, le P4P a permis au PAM d'acheter de la nourriture en vue de favoriser le développement agricole et le développement des marchés.

La raison d'être du P4P est d'établir un lien entre la demande en produits alimentaires de base comme les céréales, les légumineuses et les aliments composés du PAM et l'expertise technique d'un large éventail de partenaires. Cette collaboration permet aux petits exploitants d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour améliorer leur production agricole et leur donne la motivation pour le faire car l'accès aux marchés pour vendre leurs excédents de récoltes est assuré.

En stimulant la production agricole des petits exploitants et en augmentant leur accès aux marchés formels, le P4P contribue à réduire la pauvreté et à lutter contre les causes profondes de la faim en Afrique.

En Afrique seulement, le PAM a acheté plus de 378 000 tonnes de vivres pour plus de 136 millions de dollars, dans le cadre du P4P depuis le début du projet pilote à la fin de 2008. Plus de 585 000 agriculteurs ont été formés en Afrique, dont environ 30 pour cent de femmes, sur différents sujets comme la production agricole, les spécifications de la qualité, la manutention post-récolte, les contrats avec le PAM, le marketing et la commercialisation. Les petits agriculteurs soutenus par le P4P ont également vendu une partie des 105 000 tonnes de produits obtenus sur les marchés autres que le PAM, pour une valeur estimée de 39 millions de dollars.

LE P4P EN AFRIQUE:

- Durant la phase pilote du P4P (2008-2013), le PAM a acheté 378 000 tonnes de nourriture auprès des petits exploitants soutenus par le P4P pour un montant de 136 millions de dollars.
- Le P4P soutient des organisations paysannes représentant plus de 1,5 million d'agriculteurs.
- Plus de 585 000 agriculteurs ont été formés en Afrique, dont 30 pour cent étaient des femmes.
- Les petits agriculteurs soutenus par le P4P ont vendu 105 000 tonnes de produits sur les marchés autres que le PAM pour un montant de 39 millions de dollars.



P4P apporte un appui aux petits exploitants agricoles en Ouganda.

PROGRÈS ENREGISTRÉS

Le P4P reste à l'avant-garde du passage opéré par le PAM de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. Bien que la période pilote se soit achevée en décembre 2013, les efforts pour soutenir les petits exploitants se poursuivront au fur et à mesure que le PAM intègre les principales innovations et les meilleures pratiques. Dans son Plan stratégique 2014-2017, le PAM s'est engagé à augmenter la quantité de nourriture qu'il achète auprès de petits exploitants et à travailler avec les gouvernements et autres acheteurs pour aider les petits exploitants à accéder aux marchés durables autres que celui du PAM .

APPRENTISSAGE ET PARTAGE

Après cinq ans d'expérimentation de différentes approches sur le terrain, le PAM a accumulé de nombreuses connaissances sur le bon fonctionnement (et les lacunes) de l'accès des petits exploitants aux marchés formels. Les principales leçons tirées des pays pilotes du P4P sont en train d'être compilées, et les leçons apprises seront mises à la disposition des gouvernements nationaux et des autres acteurs des secteurs public et privé.

PARTENARIATS

L'une des réalisations les plus importantes du P4P a été de réunir plus de 300 partenaires pour soutenir les petits exploitants en Afrique. Il s'agit des gouvernements hôtes et bailleurs de fonds, des ONG, des agences des Nations Unies, des institutions universitaires, des organismes de recherche et des partenaires du secteur privé.

Ensemble, les partenaires aident les petits agriculteurs à commercialiser leurs récoltes et à produire de plus grandes quantités de produits de haute qualité. Les partenaires ont également facilité l'accès des petits exploitants au financement, aux équipements et aux intrants agricoles (semences et engrais à haut rendement).

Le projet pilote du P4P a renforcé les partenariats entre le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), tout deux partenaires stratégiques clés de l'initiative du P4P.

AUTONOMISER LES PETITS EXPLOITANTS FÉMININS

Le projet pilote du P4P a spécifiquement ciblé les agricultrices afin de résoudre les difficultés particulières qu'elles rencontrent. En conséquence, grâce au P4P, elles ont acquis un plus grand contrôle sur leur vie et renforcé leur voix au niveau communautaire et au sein de leur ménage.

Alors que le P4P a réussi à faire tripler la participation des femmes dans les organisations d'agriculteurs soutenues par le P4P passant de 100 000 à 300 000 au cours de la période pilote, l'expérience a montré que la simple participation numérique dans un projet ne se traduit pas directement par un impact positif sur la vie des femmes paysannes et ne leur apporte pas non plus les mêmes gains financiers qu'aux hommes. Un examen nuancé pourrait être exploité pour adopter de nouvelles méthodes en vue de faciliter plus efficacement l'autonomisation des agricultrices.

LE P4P AU BURKINA FASO

Mazouma Sanou, agricultrice de 43 ans du Burkina Faso, mariée et mère de trois enfants, est membre de UPPA-Houet, une coopérative soutenue par le P4P. Aujourd'hui, la coopérative a 20 500 membres, dont 11 000 femmes. Avec sa production de maïs, de sorgho, de niébé, Mazouma contribue aux ventes de sa coopérative au PAM.

Mazouma assure également les fonctions de monitrice de terrain et est payée par le PAM et OXFAM pour encadrer 25 groupes de femmes rurales affiliées à sa coopérative, en vue de les aider à produire et à gagner davantage. Elle sert d'intermédiaire entre les groupes et les partenaires et aide les femmes à mieux s'organiser en groupes. Elle les soutient également tout au long du processus de production en veillant à ce que leurs produits répondent aux normes et en travaillant avec elles pour améliorer la commercialisation de leurs produits et l'accès au crédit.

Lorsqu'on l'interroge sur l'avenir de sa coopérative, Mazouma explique: «Dès le début, le P4P a été une école où nous avons appris comment améliorer notre travail et la qualité de nos produits. Je pense que nous avons besoin de plus de formation pour permettre aux femmes d'aider d'autres femmes à se former mutuellement et à développer leur travail.»

Pour le PAM, une des leçons apprises portait sur l'importance de l'achat de cultures traditionnelles produites par les femmes comme le niébé pour permettre à celles-ci de mieux participer aux ventes.

APPROPRIATION PAR LES GOUVERNEMENTS

Les gouvernements africains se sont appropriés le P4P, outil innovant pour soutenir les petits exploitants. Par exemple, le Gouvernement du Rwanda met actuellement en œuvre un programme appelé «P4P commun» (CP4P) inspiré de l'expérience du P4P. Entre 2011 et 2013, le gouvernement a acheté plus de 6 000 tonnes de produits auprès de coopératives inscrites au CP4P.

Le P4P et ses partenaires continuent de soutenir ces efforts en formant les petits exploitants inscrits au programme du P4P sur la manutention et le stockage post-récolte. En 2013, 20 représentants des organisations paysannes, le PAM et les représentants des Gouvernements du Ghana et du Kenya ont effectué une visite d'échange au Rwanda pour apprendre des succès du programme d'achats du gouvernement et s'en inspirer.

Le P4P a également facilité l'accès des petits exploitants à d'autres marchés publics et privés, y compris les programmes de repas distribués dans des écoles publiques, les réserves alimentaires nationales, les petits et moyens commerçants, les unités de transformation, les entreprises de traitement et les bourses de produits de base. En Ouganda, des entreprises privées ont loué des installations de nettoyage et de séchage pour fournir des services à valeur ajoutée aux petits exploitants dans les zones rurales.

SOUTENIR LES PETITS AGRICULTEURS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX MARCHÉS

En Tanzanie, 85 pour cent du maïs cultivé dans le pays sont produits par les petits exploitants. La faible productivité, les longues distances des marchés, le manque de crédit et des moyens de stockage inadéquats limitent la capacité des petits agriculteurs à stocker, puis à vendre leurs produits. En 2008, le PAM a lancé le P4P pour aider les petits agriculteurs à vendre leurs récoltes à juste prix, à augmenter la production et leurs revenus et à s'assurer un avenir plus sûr.

Les activités du P4P et de ses partenaires ont renforcé les capacités de 5 000 agriculteurs de 28 organisations paysannes pour vendre de la nourriture au PAM et sur d'autres marchés. Depuis 2009, les organisations d'agriculteurs soutenues par le P4P ont fourni au PAM 13 000 tonnes de maïs et de haricots d'une valeur de 5,4 millions de dollars.

Grâce à un accord conclu entre le PAM et l'Agence nationale de réserves alimentaires de Tanzanie (NFRA), les petits agriculteurs ont obtenu l'accès à un marché durable pour leurs cultures. En renforçant les capacités des petits agriculteurs et en créant une relation avec le NFRA, le P4P continue à stimuler les ventes et les revenus des agriculteurs et de leurs familles, tout en contribuant à la sécurité alimentaire du pays à long terme.

ACHETER AUX AFRICAINS POUR L'AFRIQUE (PAA)

S'inspirant de l'expertise du Programme national brésilien d'achat de produits locaux qui a été largement acclamé, cinq pays africains pilotent leur propre modèle. Ce projet pilote à petite échelle, connu sous le nom «Acheter aux Africains pour l'Afrique» (PAA), est mis en œuvre par la FAO, le PAM, les gouvernements locaux et le Ministère brésilien des affaires étrangères. Depuis sa création en 2012, le PAA a développé une approche complémentaire à celle du P4P en promouvant l'utilisation des produits alimentaires achetés auprès de petits agriculteurs locaux dans les programmes locaux d'alimentation scolaire gérés par le PAM et le gouvernement.

Le PAA vise à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants en âge scolaire et l'accès aux marchés institutionnels pour les petits agriculteurs à travers la mise en œuvre d'initiatives d'achat de nourriture locale pour l'aide alimentaire conçues conjointement et mises en œuvre par les gouvernements, les agences des Nations Unies et la société civile.

Le PAA représente un effort visant à favoriser le développement en associant le renforcement des capacités productives de l'agriculture familiale à la production d'une nourriture adéquate.



Le P4P soutient le gouvernement pour résoudre la question du développement agricole dans les régions ayant un excédent de production.

L'Éthiopie, le Malawi, le Sénégal, le Niger et le Mozambique sont les pays pilotes du PAA. La période d'apprentissage devrait se terminer fin 2015.

PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE UTILISANT LES PRODUITS LOCAUX

Il existe un enthousiasme grandissant autour de l'idée selon laquelle les programmes d'alimentation scolaire qui utilisent des aliments produits et achetés dans le pays peuvent générer des avantages supplémentaires non seulement pour les écoliers, mais aussi pour les agriculteurs, les communautés et l'économie au niveau local. Les cantines peuvent assurer des repas plus diversifiés aux enfants et, par conséquent, améliorer leur nutrition, augmenter les revenus des petits exploitants et offrir des possibilités d'emploi dans le traitement et la préparation de la nourriture, stimulant ainsi l'économie locale et l'autonomisation des agriculteurs.

Les gouvernements s'intéressent de plus en plus à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire utilisant les produits locaux et reconnaissent qu'ils constituent une étape importante dans l'appropriation des programmes d'alimentation scolaire. Selon le contexte du pays et la politique du gouvernement, le PAM peut soit adapter ses programmes pour y inclure l'achat de produits locaux, soit recommander aux gouvernements les stratégies visant à lier les programmes nationaux à la production agricole locale.



Les repas servis à l'école primaire, Boghe, Mauritanie

En 2013, 23 pays soutenus par le PAM, dont 16 en Afrique, ont intégré les repas scolaires à la production locale.

Il n'existe pas de modèle unique de programme d'alimentation scolaire. En effet, chaque pays adapte son propre modèle à son contexte spécifique. Dans certains cas, c'est le PAM qui achète la nourriture de petits exploitants locaux.

Dans d'autres cas, le programme met en place un modèle d'approvisionnement décentralisé, où les autorités locales ou les écoles reçoivent des fonds du gouvernement central pour acheter de la nourriture sur les marchés locaux. Certains pays ont intégré le programme d'alimentation scolaire dans l'initiative du P4P afin d'ajuster les procédures d'achats des cantines scolaires grâce à l'expertise acquise par le P4P.

Par exemple, au Kenya, ce type de programme permet de faciliter la transition des programmes d'alimentation

scolaire du PAM vers des programmes nationaux. En 2009, en plus du programme appuyé par le PAM, le Gouvernement du Kenya a lancé un programme national d'alimentation scolaire, où les fonds sont transférés directement aux écoles pour acheter de la nourriture sur les marchés locaux. Depuis lors, le programme a atteint 760 000 écoliers. Le PAM cherche maintenant à aider le gouvernement à augmenter la couverture du programme, en mettant en place un programme de transferts monétaires similaire dans le comté d'Isiolo, au nord du Kenya.

Le programme pilote de transferts monétaires vise à préparer les écoles à évoluer du programme national de distribution en nature vers un programme de transferts monétaires et à leur apporter un soutien pour leur première expérience d'achat alimentaire local.

Nombre d'enfants assistés par le PAM bénéficiaires du Programme d'alimentation scolaire en Afrique (2003-2013)
(en millions)

Année	Garçons	Filles
2003	2,9	2,4
2004	4,3	3,6
2005	5,4	4,7
2006	5,3	4,8
2007	5,4	4,6
2008	5,7	5,1
2009	5,6	4,9
2010	5,9	5,4
2011	5,7	5,4
2012	6,0	5,7
2013	6,57	6,60



Les repas servis à l'école primaire, Butajira, L'Éthiopie

Message «à emporter»

En 2013, 23,3 millions d'écoliers, dont près de 13,7 millions en Afrique, ont bénéficié du programme d'alimentation scolaire qui aide à retenir les enfants à l'école, en particulier les filles (6,6 millions).

Soutien nutritionnel du PAM en Afrique

Les estimations récentes du rapport SOFI 2013 indiquent que plus de 840 millions de personnes (12 pour cent) dans le monde ont été incapables de répondre à leurs besoins énergétiques alimentaires.

Environ une personne sur huit dans le monde est susceptible d'avoir souffert de faim chronique, n'ayant pas suffisamment de nourriture pour mener une vie saine et active. La grande majorité des personnes souffrant de la faim - 827 millions - vivent dans les régions en développement, et 226,4 millions d'entre elles vivent en Afrique. La volatilité accrue du prix des denrées alimentaires, les incertitudes et les effets du changement climatique et les risques naturels sont, entre autres, les défis qui contribuent à faire augmenter le nombre de personnes qui souffrent de la faim sur le continent.

Le PAM travaille sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec l'objectif général de réduire la faim dans le monde à travers différents programmes nationaux, continentaux et mondiaux. Une proportion importante des activités du PAM se concentre sur l'amélioration de la nutrition.

Une grande partie des programmes nutritionnels est orientée vers les mères et les jeunes enfants, en particulier en Afrique, d'une part parce que ces populations sont généralement les plus vulnérables du point de vue nutritionnel, et d'autre part parce c'est là que le PAM peut vraiment faire la différence.

Nombre de femmes enceintes et de femmes allaitantes assistées par le PAM bénéficiant d'un soutien nutritionnel supplémentaire en Afrique

Année	Total
2009	1 506 084
2010	1 358 811
2011	1 614 473
2012	2 454 221
2013	2 036 906

Source: (Rapport combiné du PAM sur les contributions et prévisions statistiques)

Les interventions du PAM couvrent les 1 000 premiers jours de vie de tous les enfants inscrits à ces programmes.

En effet, les femmes enceintes ont des besoins nutritionnels spéciaux et, après l'accouchement, elles ont un plus grand besoin d'énergie et de nutriments pour que le lait maternel conserve ses propriétés nutritives.

Cela est essentiel dans les zones affectées par l'insécurité alimentaire, car les femmes souffrent déjà de malnutrition avant la grossesse et ne reçoivent pas toutes les vitamines ou tous les sels minéraux nécessaires.

Le PAM assure la promotion, auprès des mères, de l'allaitement maternel exclusif jusqu'à six mois. En outre, dans les communautés en situation d'insécurité alimentaire, le PAM fournit des aliments nutritifs aux enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition.

Lorsqu'à cette situation s'ajoutent des taux de retard de croissance significativement élevés, le PAM fournit une alimentation générale aux enfants de moins de 2 ans.

Le PAM aide autant que possible les gouvernements africains à fournir des services de santé maternelle et infantile et de nutrition (MCHN).

Les initiatives MCHN visent à fournir une gamme de services de santé et services nutritionnels de base aux mères et aux enfants.

Le PAM fournit des aliments nutritifs, alors que le gouvernement, appuyé par d'autres partenaires, fournit des services de santé et nutritionnels tels que les vaccinations, le suivi de la croissance, les soins pré et postnatals, la vitamine A, les suppléments de fer et le déparasitage.

Les aliments nutritifs sont fournis aux femmes enceintes à partir du troisième trimestre de la grossesse et au cours de la période d'allaitement.

Nombre d'enfants de moins de cinq ans assistés par le PAM en Afrique (2009-2013) *

Année	Garçons	Filles	Total
2009	1 824 007	1 985 959	3 809 966
2010	2 457 218	2 592 302	5 049 520
2011	2 806 576	3 004 139	5 810 715
2012	3 878 256	3 834 851	7 713 107
2013	2 645 842	2 713 840	5 359 682

*Nombre d'enfants recevant une alimentation complémentaire et thérapeutique (traitement pour la prévention de la malnutrition modérée, aiguë et sévère).

Pour prévenir la malnutrition chez les enfants et leur donner la possibilité d'atteindre leur plein potentiel de développement, l'appui sanitaire et nutritionnel devrait commencer pendant la grossesse et se poursuivre pendant les premières années de vie: c'est là l'objectif des initiatives MCHN du PAM en Afrique.

Les enfants africains ont besoin d'une bonne nutrition sans quoi leur développement physique et mental peut être compromis à jamais...

En 2013, plus de **7,8 millions** d'enfants souffrant de malnutrition (dont près de **5,4 millions** en Afrique) ont reçu un soutien nutritionnel spécialisé avec l'alimentation complémentaire et thérapeutique, **2,7 millions** d'entre eux étaient des filles.

RÉPONSE DU PAM CONTRE LE VIH/ SIDA ET LA TUBERCULOSE EN AFRIQUE

Les épidémies de VIH et de tuberculose sont plus répandues dans les zones de pauvreté généralisée et d'insécurité alimentaire, affectant les populations ayant un accès limité à une alimentation saine. Aujourd'hui, il est largement reconnu que le VIH, la tuberculose, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont étroitement liés et qu'ils forment un cercle vicieux.

Les personnes vivant avec le VIH et/ou la tuberculose (active) ont besoin de plus de calories et de nutriments dans leur alimentation, mais elles peuvent aussi avoir un appétit plus faible et être moins aptes à absorber les éléments nutritifs de leur alimentation. Les épidémies de VIH et de tuberculose sont plus répandues dans les zones de pauvreté généralisée et d'insécurité alimentaire, affectant les populations ayant un accès limité à une alimentation saine.

En 2013, 1,1 million de personnes en Afrique ont bénéficié des programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose du PAM.

Personnes sous traitement antirétroviral (VIH/ SIDA) ou antituberculeux recevant une assistance du PAM en Afrique, 2002-2013

Année	Femmes	Hommes	Total
2009	1 162 360	927 251	2 089 611
2010	1 112 395	895 814	2 008 209
2011	900 830	739 601	1 640 431
2012	677 437	582 168	1 259 605
2013	628 216	487 332	1 115 548

L'appui alimentaire et nutritionnel du PAM joue un rôle essentiel dans la réduction des effets nocifs du VIH, de la tuberculose, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en Afrique.

C'est un moyen essentiel et rentable de permettre le traitement, de réduire la mortalité, d'augmenter l'adhésion et de promouvoir la récupération nutritionnelle. L'aide alimentaire agit également comme un filet de sécurité sociale pour les populations souffrant d'insécurité alimentaire qui ont ressenti les effets socio-économiques négatifs du VIH et/ou de la tuberculose.

À la lumière des défis actuels de la lutte contre le VIH et/ou la tuberculose, le PAM s'est engagé à maximiser l'efficacité globale de sa réponse au niveau mondial. Le PAM reconnaît que fournir une assistance dans les communautés où la prévalence du VIH et/ou de la tuberculose est élevée, la pauvreté et l'insécurité alimentaire profondes et les systèmes de gouvernance insuffisants est un défi unique.

Une bonne nutrition est essentielle pour protéger les vies et les moyens d'existence des personnes vivant avec le VIH et/ou la tuberculose. Améliorer la sécurité alimentaire joue également un rôle crucial dans l'arrêt de la propagation des épidémies.



Distribution d'huile végétale enrichie

Résilience et risque climatique



Semis plantés sur les diguettes à Libokemken, L'Éthiopie

INITIATIVE 4R EN FAVEUR DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS RURALES

De nombreux pays africains sont vulnérables aux catastrophes naturelles qui constituent une menace constante pour leur sécurité alimentaire. Le changement climatique a exacerbé ce défi en augmentant la fréquence et l'intensité des aléas climatiques.

Pour relever ce défi, en 2011, le PAM et Oxfam Amérique ont lancé l'Initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales (4R). Cette initiative vise à aider les ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire à renforcer leur résilience et à gérer leur vulnérabilité aux aléas climatiques grâce à une approche de gestion globale des risques pouvant être intégrée dans les systèmes nationaux de protection sociale. Elle s'inspire de l'Initiative de transfert des risques pour l'adaptation dans la Corne de l'Afrique (HARITA), une première, lancée en Éthiopie par Oxfam Amérique, l'Office de secours et d'urgence du Tigray (REST) et Swiss Re.

La 4R permet aux agriculteurs vulnérables de renforcer leur sécurité alimentaire grâce à une approche intégrée combinant quatre composantes : l'amélioration de la gestion des ressources à travers la création d'avoires (réduction des risques), l'assurance (transfert des risques), la diversification des moyens de subsistance et les microcrédits (prudence dans la prise de risques) et l'épargne (réserves des risques).

La consolidation des avoires, qui permet d'améliorer la productivité et de réduire l'impact des chocs climatiques le cas échéant, est au cœur de l'approche de la 4R. Cette initiative va au-delà en étendant la protection d'assurance contre la sécheresse aux personnes qui en ont le plus besoin, en sauvegardant leurs moyens de subsistance et en leur assurant que leur investissement ne sera pas perdu en cas de sécheresse. L'amélioration de l'accès au crédit et la promotion de l'épargne au niveau individuel et des villages créent une autre couche de protection contre les chocs et fournissent des capitaux supplémentaires pour la diversification des investissements et des moyens de subsistance.

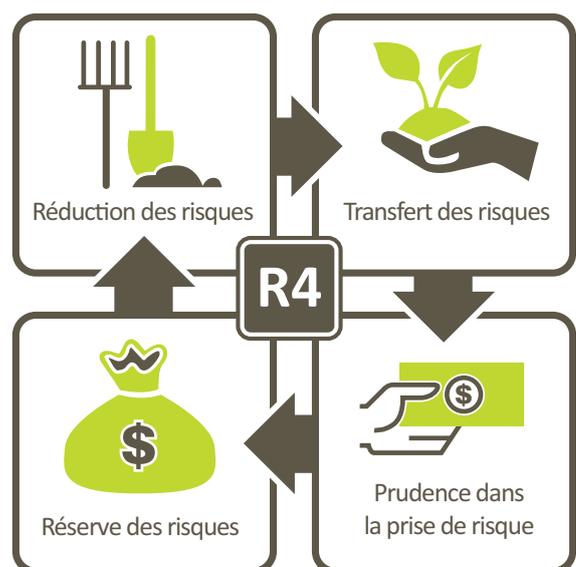
L'Éthiopie et le Sénégal sont deux exemples de la mise en œuvre du modèle de la 4R pour la gestion des risques en vue d'améliorer la résilience des agriculteurs

IMPACT: LA 4R PERMET D'AMÉLIORER LA RÉSILIENCE

Éthiopie

La 4R a innové dans le domaine de la gestion des risques en milieu rural en permettant aux agriculteurs les plus pauvres d'Éthiopie de payer l'assurance-récolte avec leur propre travail.

Le modèle 4R



Au cours de la période 2009-2013, HARITA/4R est passée de 200 agriculteurs dans un village pilote à plus de 20 000 dans 80 villages. Une étape importante a été atteinte en 2012, lorsque plus de 12 000 ménages touchés par la sécheresse ont reçu des primes d'assurance de plus de 320 000 dollars.

Ce fut la première fois qu'en Éthiopie un programme d'assurance indexé sur le climat a directement payé des indemnisations aux petits exploitants à une si grande échelle.

L'évaluation d'impact d'HARITA/4R en Éthiopie menée en 2013 montre que l'initiative contribue à améliorer la résilience des agriculteurs. L'étude a révélé qu'en moyenne les agriculteurs assurés ont augmenté leur épargne de 123 pour cent de plus que les non-assurés, ainsi que leurs investissements dans des actifs productifs, tels que le nombre de bœuf de labour, animal le plus précieux pour les petits exploitants éthiopiens.

Dans un district, les agriculteurs ont accru leurs réserves de céréales de 254 pour cent de plus que les agriculteurs non assurés. Dans un autre district, les agriculteurs assurés ont réussi à augmenter le nombre et le montant des prêts qu'ils ont contracté. Les femmes, qui sont souvent à la tête des ménages les plus pauvres, sont celles qui obtiennent les plus grands gains de productivité grâce à des investissements accrus dans le travail salarié, la location de bœufs, le compost et les semences améliorées. Elles ont également vu augmenter le nombre et le montant des prêts contractés plus que les agriculteurs non-assurés.

Sénégal

En 2012, la 4R s'est élargie au Sénégal où le PAM et Oxfam Amérique envisagent d'atteindre 18 000 agriculteurs en 2015. En 2013, la 4R a été pilotée à Koussanar (Tambacounda) en ciblant 500 ménages (3 000 participants). Les activités menées comprenaient la construction d'infrastructures de conservation des sols et de l'eau, la plantation d'arbres et la distribution de semences. Un indice de l'assurance de prototype pour l'assurance climatique a été créé et 53 groupes d'épargne avec un total de 1 260 membres (groupes de 42 femmes et 11 d'hommes) ont été établis.

Prochaines étapes

En 2014, l'initiative sera étendue au Malawi et à la Zambie avec des évaluations initiales et le travail sur le terrain. En Éthiopie et au Sénégal, les programmes vont s'accroître pour atteindre 27 000 participants.

MUTUELLE PANAFRICAINNE DE GESTION DES RISQUES (ARC)

En novembre 2012, le Département de l'économie rurale et de l'agriculture de la Commission de l'Union africaine, avec l'assistance technique du PAM, a lancé le projet de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC) qui vise à concevoir et mettre en place un pool panafricain de risque appelé ARC. L'ARC est une entité financière africaine et autonome qui fournit aux gouvernements africains un financement d'urgence opportun, fiable et rentable en cas de grave sécheresse, en mettant les risques en commun à travers le continent.

La conception et la mise en place de l'ARC ont été gérées par le PAM qui a fourni un logiciel appelé « Africa Risk View » (ARV) - Observatoire africain des risques - qui traduit les informations satellitaires sur les précipitations en estimations de coûts de réponse en temps quasi réel.

L'ARV sert de moteur technique à l'ARC pour fournir des conseils aux gouvernements sur les options de niveau de transfert de risques, sur l'évaluation des risques en vue de faciliter la planification et l'identification d'urgence sur la base de critères objectifs et, une fois les paramètres de transfert de risques de l'ARC définis, sur quand les indemnisations sont dues à un pays.

L'ARC aide les États membres à améliorer leurs capacités à mieux planifier, préparer et répondre aux événements et catastrophes météorologiques extrêmes et à aider les populations en insécurité alimentaire. Opérant sous les privilèges et immunités de l'Union africaine, l'Agence de l'ARC, à travers son Secrétariat, fournit aux États membres des services de renforcement des capacités pour l'alerte précoce, la planification d'urgence et le financement des risques.

À la fin de 2013, l'Agence a créé une filiale financière appelée ARC Insurance Company Limited (ARC Ltd). L'ARC Ltd est une société d'assurance mutuelle spécialiste hybride qui émet des polices d'assurance pour les gouvernements et qui agrège et transfère les risques pour le marché international.

En 2013, quatre autres pays (Kenya, Mauritanie, Côte d'Ivoire et Comores) ont signé le traité de l'ARC, ce qui porte le nombre total à 25 pays.

En 2013, la première et la deuxième Conférence des Parties (COP) ont eu lieu au Sénégal (février) et au Kenya (novembre), respectivement. La première Conférence des Parties (CdP) a nommé le Dr Richard Wilcox Directeur général par intérim pour une période ne dépassant pas 18 mois ou jusqu'à la nomination d'un Directeur général de plein droit.

Les donateurs de l'ARC qui jusqu'à présent ont financé l'élaboration et la conception du modèle de l'ARC et du logiciel «Africa Risk View» sont: la Fondation Rockefeller, le Département pour le développement international du gouvernement du Royaume-Uni (DFID), l'Agence suédoise de développement international (SIDA), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC).

Autres pays inscrits à l'ARC: *Burkina Faso, Burundi, Congo, Djibouti, Gambie, Guinée, Libéria, Libye, Malawi, Mozambique, Niger, RCA, Rwanda, RASD, Sénégal, Tchad, Togo.*

La force des achats

Le passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire permet au Programme d'acheter de la nourriture dans les pays ou régions où il opère.

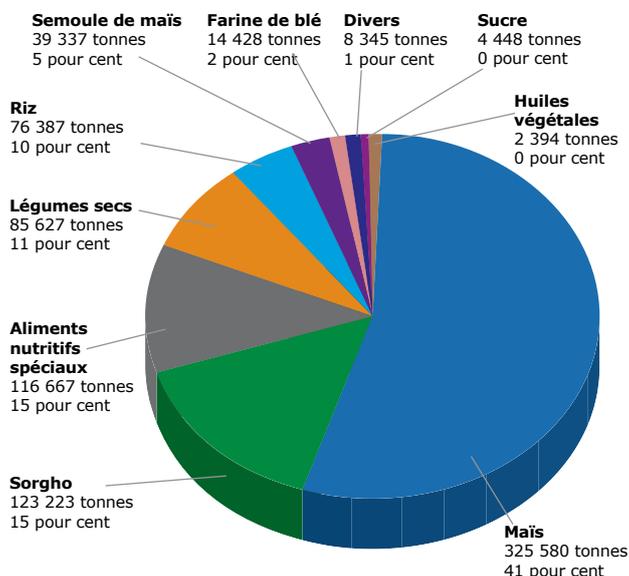
En effet, en 2013, le PAM a acheté 2,1 millions de tonnes de produits assortis d'une valeur de 1,16 milliard de dollars à l'échelle mondiale. Entre 2012 et 2013, le PAM a augmenté ses achats de nourriture d'origine africaine de plus de 10 pour cent à près de 800 000 tonnes - pour environ 367 000 000 dollars.

Le PAM a acheté plus de 67 millions de dollars de nourriture en Éthiopie en 2013, principalement des haricots, du maïs et du fuffa. Le PAM a également acheté des quantités importantes de nourriture en Égypte, en Afrique du Sud, au Soudan et au Malawi, notamment des légumineuses, du riz et du sorgho.

Le PAM demeure l'un des plus gros acheteurs d'aliments de base en Afrique.

Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique en 2013

Pourcentage / Quantité totale 796 437 tonnes

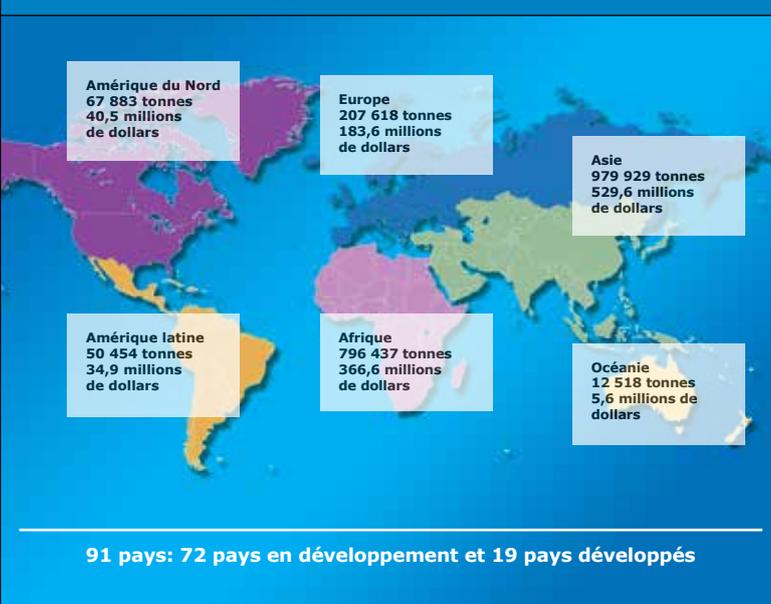


Produits alimentaires achetés par le PAM en 2013: 15 principaux pays fournisseurs

Par ordre de valeur

Pays	Valeur (dollars)	pour cent
Inde	127 677 846	11
Turquie	126 038 856	10,86
Éthiopie	67 175 488	5,79
Indonésie	55 896 811	4,82
Fédération Russe	54 528 711	4,7
Pakistan	47 776 397	4,12
Égypte	47 217 192	4,07
Afrique du Sud	45 685 777	3,94
France	44 459 420	3,83
Belgique	33 480 476	2,88
Soudan	30 297 593	2,61
Italie	29 453 711	2,54
Malawi	27 293 264	2,35
Zambie	27 112 506	2,34
Myanmar	25 560 811	2,2
TOTAL	1 160 769 057	68,03

Où le PAM s'est-il approvisionné en 2013?



Achats de produits alimentaires par communauté économique régionale en 2013 *

Union du Maghreb arabe (UMA)	127 677 846	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	52 282 418
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	126 038 856	Autorité intergouvernementale de développement (IGAD)	119 815 075
Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)	67 175 488	Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) **	132 276 416
Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)	55 896 811	Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)	125 894 199

Note: plusieurs pays sont membres de plus d'une Communauté Economique Régionale (CER).

* Sur la base de la liste des pays par CER établie en 2011

** Y compris 1 740 129 pour Madagascar

Produits alimentaires achetés par le PAM en Afrique (2010-2013)

	2011		2012		2013	
PAYS	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
Afrique du Sud	109 683	53 360 597	74 419	38 269 388	96 651	45 685 777
Algérie	10 228	3 456 462	8 170	3 767 317	13 479	4 462 940
Bénin	6 223	2 630 849	15 971	7 250 081	7 919	3 310 440
Burkina Faso	6 856	3 347 577	11 673	6 577 309	14 001	7 352 052
Burundi					1 206	534 154
Cameroun	4 828	1 946 539	3 378	1 510 324	1 618	716 246
Congo	190	89 941	10	14 810		
Côte d'Ivoire	1 198	776 632	3 399	1 550 622	1 078	1 917 272
Égypte	19 463	13 782 524	6 959	5 793 054	67 123	47 217 192
Éthiopie	85 293	42 684 636	112 454	46 764 696	154 431	67 175 488
Gambie						
Ghana	6 710	3 672 513	7 489	4 001 134	5 451	2 001 331
Kenya	57 961	22 867 269	37 425	14 012 351	27 368	10 990 337
Lesotho	3 738	1 355 622	5 670	2 038 044		
Libéria	150	94 500	3 213	1 870 550	887	410 591
Madagascar	3 132	915 549	3 835	1 603 218	3 732	1 740 129
Malawi	108 630	40 031 321	35 374	15 001 423	56 616	27 293 264
Mali	19 197	10 128 655	17 490	9 090 539	35 146	18 380 186
Maroc	2 519	4 251 935	1 757	2 795 871	53	86 481
Mozambique	32 408	11 574 521	12 245	5 068 962	9 722	4 525 578
Namibie	711	266 226	869	260 063	440	31 502
Niger	3 526	1 683 963	4 793	3 170 874	16 395	10 171 423
Nigeria			28 114	9 052 708		
Ouganda	40 690	18 538 048	34 934	13 776 164	22 601	11 078 438
RCA			396	267 866	200	131 565
RDC	4 978	3 530 556	13 902	7 454 921	5 965	3 573 111
Rwanda	9 102	4 540 918	22 938	10 828 731	16 767	8 430 976
Sénégal	2 719	877 640	2 646	447 689	10 640	6 103 659
Sierra Leone	213	216 864	623	432 766	638	423 618
Soudan	61 264	21 573 616	65 336	21 932 713	87 588	30 297 593
Soudan du Sud	946	364 960	925	397 250	610	273 220
Tanzanie	64 992	20 030 782	77 119	23 843 372	51 286	21 202 799
Tchad	485	196 243			1 347	631 762
Togo	5 512	2 493 696	24 477	11 549 993	4 838	2 211 846
Tunisie	4 791	3 454 476				
Zambie	31 705	9 056 678	66 208	19 136 044	77 639	27 112 506
Zimbabwe	3 583	1 378 248	2 048	1 097 976	3 005	1 111 750
Total général	713 654	305 170 553	706 249	290 628 823	796 437	366 585 226

Note: Les données sont tirées des rapports annuels sur les achats. Ces données représentent les quantités et valeurs contractuelles et comprennent toutes les conditions d'approvisionnement à prendre en compte lors de l'analyse de la valeur contractuelle.



WFP



World Food Programme

Outils de lutte contre la faim

Le PAM utilise de nombreux outils pour lutter contre la faim en Afrique et dans le monde à travers son analyse de la vulnérabilité, l'alerte précoce, sa capacité logistique et son expertise des opérations aériennes (Services aériens humanitaires des Nations unies - UNHAS).

LOGISTIQUE

Le PAM concentre son attention sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement et gère des flottes régionales, des systèmes nationaux de transport ferroviaire, des ponts aériens et des barges fluviales.

En 2013, le PAM a mené avec succès quatre interventions d'urgence simultanées de niveau 3 (plus haut niveau d'urgence), dont deux sur le continent africain, à savoir en RCA et au Soudan du Sud. L'opération menée au Sahel était également unique, car elle était répartie sur huit pays, ce qui a nécessité un exercice logistique massif pour atteindre 10 millions de personnes sur un vaste territoire, en utilisant des dizaines de ports maritimes et en mobilisant des réseaux logistiques de transporteurs contractés localement.

Pour répondre à ces défis, le Groupe de travail sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement a été activé et appuyé par l'Unité de la Division du développement de la logistique, qui a développé des outils et systèmes de planification détaillée comme le tableau de bord de la chaîne d'approvisionnement. Cet outil assure la visibilité des principaux aspects de la chaîne d'approvisionnement de l'opération: les besoins, les financements et les options de préfinancement comme le Mécanisme d'achat anticipé (MAA) et la situation mise à jour de l'approvisionnement, des livraisons et de la distribution, ainsi que les options.

Grâce au Mécanisme de préfinancement du PAM et au MAA, les opérations ont pu être planifiées à l'avance, ce qui a permis d'assurer un flux ininterrompu d'aide alimentaire en l'Afrique. Près de 280 000 tonnes métriques de vivres ont été transportées à l'aide du MAA, dont environ 60 pour cent ont été expédiés vers cinq principaux ports d'Afrique de l'Ouest pour l'appui apporté dans le cadre de la crise du Sahel. La flexibilité du réseau de transport du PAM a permis de détourner les navires à tout moment pour couvrir d'éventuelles insuffisances dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans la région.

Le réseau d'entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies (UNHRD) reste un outil essentiel des opérations d'appui aux activités de la communauté humanitaire dans le cadre de la préparation et la réponse d'urgence. En 2013, son dépôt à Accra a dépêché des fournitures vitales pour un montant de

4,6 millions de dollars à 17 pays, notamment la RCA, le Tchad, le Mali, le Niger et la Mauritanie. Les premiers envois expédiés comprennent des unités préfabriquées, des tentes, des fournitures médicales, des bâches et des couvertures. Au total l'an dernier, 47 expéditions ont été envoyées à partir de l'UNHRD du Ghana pour huit partenaires humanitaires: le PAM, l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP, le HCR, Irish Aid, JICA et Shelter Box.

En tant que chef de file du module de la logistique, le PAM, a soutenu les activités opérationnelles de plus de 200 organisations humanitaires locales et internationales en Afrique en 2013.

Conformément à son mandat qui est de « veiller à ce que la communauté humanitaire ait la capacité de sauver des vies grâce à l'appui de services logistiques rapides et fiables et d'informations », le module de la logistique a assuré la coordination, la gestion de l'information et, le cas échéant, les services logistiques communs au Soudan du Sud, en RCA, au Mali et en RDC. Le module de la logistique a facilité le stockage, coordonné le transport routier, fluvial et aérien, fourni le soutien dans le suivi du fret et soutenu les évaluations des infrastructures, ainsi que la réhabilitation des routes et pistes d'atterrissage.

Un navire spécialement affrété, escorté par les navires de guerre de l'opération Atalanta d'EUNAVFOR, a été acheté pour apporter une assistance vitale dans la Corne de l'Afrique, plus particulièrement entre Mombasa, au Kenya et divers ports somaliens. Les acteurs humanitaires ont également bénéficié des services de transport communs et ont reçu des correspondances sûres et fiables à partir du port d'entrée aux points de distribution finale.

En plus de gérer les Services aériens humanitaires des Nations unies (UNHAS), le PAM mène des opérations de ponts aériens et de largage de produits alimentaires et de secours en appui aux interventions humanitaires, assure des frets aériens, des services bilatéraux de transport de voyageurs (à l'exception de l'UNHAS) et des services aériens dédiés pour soutenir les organismes tiers sur une base de recouvrement des coûts. En 2013, les services aériens du PAM ont effectué des ponts aériens et des frets aériens pour répondre aux urgences à travers le monde et transporté des produits alimentaires et non alimentaires dans des pays comme l'Éthiopie, le Soudan du Sud, le Burkina Faso, le Ghana, la Libye et la Tanzanie.

Suite à l'escalade de la crise en RCA et au Soudan du Sud, en décembre, 65 tonnes de fret humanitaire ont été transportées à Bangui, en RCA, et 37 tonnes d'aliments hautement nutritifs à Juba, au Soudan du Sud. En outre, en octobre et décembre 2013, les services aériens du PAM ont déployé cinq hélicoptères pour le PNUD pour aider la Commission électorale nationale

à transporter les urnes des bureaux de vote dans des zones éloignées.

Une flotte d'hélicoptères mobilisables composée de deux hélicoptères MI-8 basée à Entebbe, en Ouganda, et financée par la Direction générale d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (ECHO) a été créée en 2011 pour permettre aux services aériens du PAM de répondre rapidement aux urgences humanitaires dans des zones éloignées comme Madagascar ou le Pakistan. Au cours de l'année 2013, les deux hélicoptères ont été utilisés pour les opérations d'urgence vitale: l'un pour des services dédiés aux agences partenaires d'ECHO en RDC et le second pour les programmes du HCR à l'est du Tchad.

Le PAM a continué d'étoffer ses flottes stratégiques régionales de camions, l'une située à Kampala, en Ouganda et l'autre située à Accra, au Ghana. Créées pour utiliser de manière optimale les excédents, ces flottes ont considérablement réduit les coûts pour les bureaux pays du PAM ayant besoin de capacités de transport. La flotte d'Accra est composée de 30 camions reçus des pays voisins, dont la plupart ont été déployés sur l'opération d'urgence en RCA à la fin de 2013.

En plus de ces flottes régionales, le PAM déploie des centaines de camions lui appartenant au Soudan, au Soudan du Sud, au Tchad, en RDC, en Ouganda, en Éthiopie, au Rwanda et au Burundi, avec le soutien du Système centralisé de gestion de flotte (Fleet Wave),

qui permet aux gestionnaires d'optimiser l'utilisation des camions et la consommation de carburant et de mettre en œuvre une chaîne d'approvisionnement en flux tendus pour des milliers de pièces de rechange, économisant ainsi chaque année des millions de dollars.

Le partage de l'expertise logistique du PAM avec les gouvernements est resté une priorité en 2013.

En Afrique, les services de logistique du PAM travaillent en étroite collaboration avec les gouvernements pour améliorer leurs chaînes d'approvisionnement - avec la construction de la Base de soutien logistique humanitaire à Djibouti, le développement des routes de desserte au Soudan du Sud et ailleurs, ainsi qu'à travers le «Projet d'amélioration de la gestion des aliments en Éthiopie», un mécanisme innovateur dans le développement des capacités institutionnelles, qui permet au PAM d'aider le gouvernement à changer la façon de gérer la logistique. En travaillant avec les gouvernements à l'amélioration de la gestion des réserves céréalières stratégiques, le PAM veille à ce que les produits alimentaires de base atteignent les bénéficiaires en temps voulu et de manière rentable.



Camions du PAM au Darfour, Soudan

ANALYSE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - ACV

L'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire, aussi connue sous le nom de «Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV)», fournit un soutien analytique au PAM. En identifiant et localisant les personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire, ainsi que les causes de leur insécurité alimentaire, l'ACV permet au PAM, aux gouvernements et aux partenaires d'avoir les informations nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre les interventions les plus appropriées en termes de denrées alimentaires, de bons ou de transferts monétaires.

L'ACV assiste également les pays sur le plan technique et les aide au développement de leurs capacités dans le domaine des politiques, programmes, projets et activités liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Une grande partie du travail d'analyse du PAM concerne l'Afrique. Ce travail comprend les enquêtes complètes approfondies sur les ménages, les évaluations avant et après les interventions d'urgence, le suivi de la sécurité alimentaire et les analyses des marchés et des tendances de prix. En 2013, des études spéciales ciblées ont été menées dans des pays qui connaissent de graves crises de sécurité alimentaire. Plus précisément, des analyses globales de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) ont été lancées au Bénin, au Sénégal, en RDC, en Guinée, au Burundi et au Congo.

Les CFSVA sont de plus en plus alignées sur les enquêtes nationales existantes et mises en œuvre en collaboration avec les bureaux nationaux de statistiques, ce qui permet aux gouvernements de mener eux-mêmes d'autres analyses de la sécurité alimentaire, tout en harmonisant les enquêtes.

Des missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) ont été menées conjointement avec la FAO à Madagascar et au Soudan du Sud.

Les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) ont également été menées au Burkina Faso, en RCA, au Mali, à Madagascar, au Mozambique et au Soudan du Sud.

Le PAM a poursuivi son soutien aux systèmes de suivi de la sécurité alimentaire dans le Sahel, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe et a participé à la majorité des analyses plus approfondies.

Outils d'analyse novateurs utilisant la technologie

Le PAM est constamment à la recherche d'alternatives innovantes et rentables pour améliorer la collecte et la transmission des données sur les ménages, les prix du marché, l'agriculture, la nutrition ou le commerce transfrontalier.

Le système utilise les technologies les plus avancées comme les systèmes d'information géographique (SIG), les applications satellitaires innovantes ou les

plates-formes de collecte de données mobiles comme les assistants numériques personnels (PDA), les smartphones ou les tablettes. Bien que l'ACV collecte des données en utilisant ces méthodes depuis 2006, le PAM a lancé en 2013 une application appelée Analyse de la vulnérabilité et de cartographie par téléphonie mobile (ACV mobile), un projet pilote visant à recueillir des données sur la sécurité alimentaire des ménages rapidement et rentablement sans avoir besoin de déployer d'équipes. Il s'agit tout simplement de collecter les informations à partir des ménages indifféremment du lieu où ils se trouvent. Cela réduit les délais et le coût déjà élevé du déploiement des équipes de collecte de données.

Le prototype de l'ACV mobile a été développé et utilisera des appels automatiques et SMS. Le lancement de la phase initiale devrait commencer en Somalie et en République démocratique du Congo en 2014.

OUTILS DE PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE ET D'INTERVENTION EN CAS DE CATASTROPHE (2010-13)

L'investissement dans la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise est un moyen de s'assurer contre les catastrophes, qu'elles soient d'origine naturelle ou causées par l'homme et peut donc contribuer à en atténuer l'impact sur la vie et les moyens de subsistance des populations. Pour le PAM, cela signifie disposer des informations, des stratégies, des compétences et des stocks nécessaires à l'endroit et au moment voulu pour réagir aussi efficacement que possible pour sauver des vies et les moyens de subsistance.

En 2010-2013, la Sous-division de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise (OMEPP) a accordé une attention prioritaire à l'Afrique et assuré une surveillance quotidienne et l'analyse d'experts. L'équipe chargée de la cartographie et des systèmes d'information géographique a produit plus de 320 cartes spécialisées allant des cartes logistiques claires et précises aux cartes détaillées d'analyse des risques. Ces analyses - effectuées pour les pays et régions d'Afrique, y compris la RCA, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Sénégal, la Somalie, le Soudan du Sud et le Sahel - rassemblent des informations sur les urgences, les tendances historiques des catastrophes et des risques, les calendriers saisonniers et les calendriers des risques, la sécurité alimentaire des ménages, les infrastructures et la densité de la population, la couverture végétale et la dégradation environnementale. Les changements climatiques affectent de manière disproportionnée l'Afrique, ce qui rend plus difficile la vie de certains des habitants les plus pauvres de la planète. Ainsi, le renforcement de la préparation et de la réponse d'urgence du PAM est essentiel pour repérer les catastrophes au plus tôt et fournir rapidement une assistance aux pays africains.

RÉSEAU D'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Un effort global visant à renforcer les systèmes d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à promouvoir l'analyse fondée sur des preuves et la prise de décision.

Le Réseau global d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN) a été lancé en octobre 2012 par la FAO, l'IFPRI et le PAM pour permettre aux pays en développement de renforcer durablement leurs systèmes d'information sur la sécurité et la sûreté alimentaires. Il est composé d'une communauté de pratique présente dans le monde entier et rassemble plus de 700 représentants d'institutions nationales, régionales et mondiales, ainsi que différents professionnels de la sécurité alimentaire dans le but de répondre aux besoins d'information sur la sécurité alimentaire des pays et les régions en développement.

L'une des principales réalisations du FSIN est la création d'un Groupe de travail technique

chargé de mesurer la résilience en vue de promouvoir l'adoption des meilleures pratiques dans ce domaine et d'apporter l'assistance nécessaire dans le développement des capacités de mesure et d'analyse de résilience dans les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Au Soudan du Sud, à la demande des autorités compétentes, le FSIN a parrainé des missions pour aider à élaborer un plan d'action coordonné pour le développement de la capacité du réseau national d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

À travers le site Web du FSIN, les membres partagent leurs connaissances, les leçons apprises et les méthodes et outils innovants. Pour en savoir plus: www.fsincop.net.



Programme Vivres pour la création d'avoins du PAM, Turkana, Kenya

Dépenses

DÉPENSES DIRECTES

Le PAM consacre à l'Afrique une part de ses ressources plus importante que tout autre organisme des Nations Unies.

En 2013, l'Afrique a absorbé 60 pour cent des dépenses opérationnelles du PAM.

Dépenses directes du PAM¹, 2010-2013 (En milliers de dollars)

Programme	2010		2011		2012		2013	
	Total	Afrique	Total	Afrique	Total	Afrique	Total	Afrique
Développement	287 842	178 286	315 986	210 458	348 672	229 511	492 971	446 792
Secours	3 220 081	1 996 504	2 925 212	1 813 415	3 288 536	2 285 862		
Opérations d'urgence	1 660 195		1 367 243				1 911 823	747 692
IPSR	1 559 885		1 557 969				1 996 062	1 411 022
Opérations spéciales	221 510	131 967	217 619	159 250	216 068	169 855	256 870	206 821
Opérations bilatérales fonds fiduciaires et opérations diverses ²	270 898	133 445	310 173	69 860	294 830	51 040		
Total général	4 000 331	2 440 202	3 768 990	2 252 983	4 148 105	2 736 268	4 657 725	2 812 326
Pourcentage pour l'ensemble des régions		61%		60%		66%		60%

1. À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes

2. Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciaux, qui ne peuvent pas être ventilés par projet ou opération.



Un entrepôt du PAM à Adama, Éthiopie

Contributions au PAM (2010-2013) (En milliers de dollars)

Suite aux pages 23 – 24

Pays	2010	2011	2012	2013
Afghanistan		1	2	
Afrique du Sud	334	643	2 786	20 150
Algérie	19 070			
Allemagne	95 824	194 777	150 055	229 921
Andorre	231	99	88	90
Angola			1 566	
Arabie Saoudite	38 829	67 669	9 042	21 306
Arménie			178	
Association des nations du Sud-Est asiatique	280		455	
Australie	83 930	143 237	121 729	95 118
Autriche	1 329	733	1 082	1 264
Azerbaïdjan	100	100	100	
Bahamas			13	
Bangladesh	3 280	1 790	5 981	
Banque africaine de développement	500	2150	2 000	1000
Banque mondiale	6 093		710	607
Belgique	37 691	36 954	14 448	37 006
Bénin	32		1 991	
Bhoutan	5	5	5	
Bolivie				322
Brésil	12 942	70 576	82 548	7 092
Bulgarie				208
Burkina Faso	1		49	
Burundi		2 423	2 129	2 501
Cambodge	1 187	1227	1227	1227
Cameroun			992	
Canada	285 529	302 300	367 149	366 661
Chili	20	20		20
Chine	4 060	20 063	4 563	6 565
Chypre	690			3
Colombie	50	117	9 824	13 562
Comité international de la Croix-Rouge				220
Commission européenne	289 928	258 587	386 136	336 569
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest				500
Conférence internationale sur la région des Grands Lacs				60
Congo		2 002	4 615	2 790
Corée	5 148	5 400	5 788	15 451
Côte d'Ivoire			1 735	231
Croatie	25		40	
Cuba	1 125	2150	3 388	
Danemark	41 112	45 751	43 510	60 716
Donateurs privés *	141 552	85 298	64 068	82 495
Égypte	386	1 319	5 008	773
Émirats Arabes Unis	10	6 228	2 926	50
Équateur	248	248	896	248
Espagne	82 635	68 024	13 168	3 914
Estonie	240	71	180	243
États-Unis	1 552 259	1 239 577	1 457 471	1 489 656
Éthiopie		8 900		

Contributions au PAM (2010-2013) (En milliers de dollars)				
Pays	2010	2011	2012	2013
Fédération russe	32 000	37 676	38 000	50 000
Finlande	26 643	29 902	25 999	30 884
Fonds commun de l'ONU et des agences (hors CERF)	81 851	68 055	81 738	77 960
Fonds de l'OPEP pour le développement International	513	1 250		800
France	20 127	38 269	30 747	24 159
Gambie			512	
Géorgie		20		
Grèce	356	127	130	41
Guatemala		75		2 478
Guinée-Bissau				484
Guyane			10	
Honduras			21 258	24 996
Hongrie	65	15	85	37
Îles Féroé	163	28	35	55
Inde	12 775	14 565	3 389	1 896
Indonésie	467		2 000	2 820
Irak	18 854	14	20 131	34.000
Irlande	19 318	27 010	20 002	23 251
Islande	185	293	295	611
Israël	151	165	200	20
Italie	26 443	27 392	14 592	22 767
Japon	214 762	282 026	190 749	238 434
Jordanie	46	66	47	47
Kazakhstan	20	20	20	20
Kenya	5 571	3 407	2 559	580
Koweït		250	255	42 000
Lesotho	330	601	1330	
Lettonie	37			27
Libéria			(2 500)	160
Liechtenstein	191	438	385	434
Lituanie				48
Luxembourg	12 792	11 575	9 920	12 649
Madagascar	449			825
Malaisie	1000	1000	1000	1000
Malawi	1 967		16 261	3 860
Maroc		633		
Mauritanie	2	2 078		
Mexique		1000	274	
Monaco	29	202	98	183
Mozambique			108	2
Namibie		1 727	786	
Népal	35 801			64
Nicaragua	18	19	15	3 015
Norvège	43 939	49 032	57 562	68 145
Nouvelle-Zélande	6 855	8 474	6 940	7 838
Organisation internationale pour les migrations		10		
Ouganda	120		756	
Pakistan	27	2 360	22 162	40 075
Panama	68	68	68	22
Pays-Bas	74 424	72 802	75 255	66 635

Contributions au PAM (2010-2013) (En milliers de dollars)

Pays	2010	2011	2012	2013
Pérou		483	2 010	319
Philippines		3 548	8 909	1 180
Pologne	691	465	744	233
Portugal			99	10
Qatar	266	277	267	435
RDC		40	324	881
République dominicaine				1 576
République Tchèque	159	237	399	200
Roumanie	72	0	40	
Royaume-Uni	157 127	143 877	202 145	452 354
Saint-Marin	13			
Saint-Siège		10		
Salvador	300	300		
Sao Tomé-et-Principe		72		153
Sénégal		70	5304	
Sierra Leone				4 547
Singapour		50		
Slovaquie	15	15	18	15
Slovénie	119	196		39
Soudan	2 675	3 750		0
Soudan du Sud	13 017	614		3 728
Sri Lanka		2720	1 561	9
Suède	90 660	97 832	95 181	106 349
Suisse	42 949	46 316	60 323	81 124
Sultanat d'Oman	26 361			
Swaziland		360	9 206	195
Syrie	1 994	1 047	884	40
Tanzanie		105	339	105
Tchad				411
Thaïlande	11 626	188	123	121
Timor-Oriental			1700	600
Tunisie			400	
Turquie	2 000			1000
Ukraine		123		
UN CERF	120 285	126 152	136 788	143 323
Union africaine			450	
Union des nations sud-américaines			1000	1 250
Venezuela	300	275		250
Zambie		3 420	651	4 141
Zimbabwe			8 389	
Total général	3 815 631	3 683 625	3 955 059	4 380 124

- Les résultats de 2013 sont basés sur les chiffres mis à jour en avril 2014.
- Les contributions privées ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

Les chiffres indiqués pour les années précédentes tiennent compte des contributions effectivement versées pendant l'année à l'étude et peuvent faire l'objet d'ajustements rétroactifs.

Nombre total de bénéficiaires de l'assistance du PAM en Afrique (2012-2013)						
Pays	2012			2013		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Algérie	75 806	49 154	124 960	75 806	49 154	124 960
Bénin	52 339	62 379	114 718	66 971	78 670	145 641
Burkina Faso	1 296 870	1 173 475	2 470 345	564 520	480 499	1 045 019
Burundi	385 630	357 747	743 377	361 085	342 446	703 531
Cameroun	181 634	122 372	304 006	246 060	128 788	374 848
Congo	90 270	83 847	174 117	95 407	(79 972)	175 379
Côte d'Ivoire	456 685	514 766	971 451	450 111	476 449	926 560
Djibouti	70 496	65 891	136 387	81 995	84 046	166 041
Égypte	210 064	205 426	415 490	357 350	341 042	698 392
Éthiopie	3 169 500	3 040 400	6 209 900	2 621 361	2 382 677	5 004 038
Gambie	271 711	264 931	536 642	85 326	83 119	168 445
Ghana	243 726	166 048	409 774	197 146	153 757	350 903
Guinée	70 860	86 800	157 660	87 648	87 672	175 320
Guinée-Bissau	104 316	101 878	206 194	128 094	86 964	215 058
Kenya	2 751 467	2 314 855	5 066 322	1 438 137	1 737 659	3 175 796
Lesotho	159 627	129 367	288 994	234 057	197 100	431 157
Libéria	186 128	195 436	381 564	144 340	139 035	283 375
Lybie	186 659	162 889	349 548			
Madagascar	444 914	398 321	843 235	421 492	381 857	803 349
Malawi	1 150 305	1 041 200	2 191 505	2 089 174	1 870 002	3 959 176
Mali	661 025	513 733	1 174 758	844 804	939 155	1 783 959
Mauritanie	400 855	363 871	764 726	284 873	256 523	541 396
Mozambique	325 681	305 822	631 503	296 690	265 584	562 274
Namibie	2 835	2 766	5 601			
Niger	2 836 087	2 289 155	5 125 242	1 634 747	1 215 689	2 850 436
Ouganda	479 246	399 809	879 055	507 290	431 374	938 664
RCA	165 098	168 402	333 500	325 588	342 569	668 157
RDC	1 996 939	1 657 816	3 654 755	2 032 658	1 046 298	3 078 956
Rwanda	225 058	216 091	441 149	94 855	83 206	178 061
Sao Tome & Principe	24 308	25 103	49 411	20 456	20 610	41 066
Sénégal	931 192	895 294	1 826 486	536 187	505 735	1 041 922
Sierra Leone	235 595	220 315	455 910	183 979	168 345	352 324
Somalie	1 886 983	1 735 770	3 622 753	967 571	801 474	1 769 045
Soudan	2 007 731	1 628 643	3 636 374	1 994 532	1 699 045	3 693 577
Soudan du Sud	1 333 587	1 388 019	2 721 606	1 157 539	1 254 000	2 411 539
Swaziland	186 339	140 352	326 691	102 108	92 318	194 426
Tanzanie	458 930	467 304	926 234	414 151	386 835	800 986
Tchad	1 467 488	1 363 349	2 830 837	675 760	599 259	1 275 019
Togo	0	0	0	3 332	1 640	4 972
Tunisie	2 422	2 555	4 977	2 524	2474	4 998
Zambie	416 342	423 930	840 272	435 202	437 454	872 656
Zimbabwe	990 981	877 039	1 868 020	1 168 657	993 399	2 162 056
Total	28 593 729	25 622 320	54 216 049	23 429 583	20 723 894	44 153 477

Source: rapport combiné des contributions et des prévisions statistiques

Nombre total de bénéficiaires en Afrique (2012-2013): personnes déplacées, réfugiés et rapatriés

Pays	2012			2013		
	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés	Personnes déplacées	Réfugiés	Rapatriés
Algérie		124 960			124 960	
Burkina Faso		64 826			45 202	
Burundi		25 723	35 000		27 919	55 787
Cameroun		23 851			45 887	
Congo	17 866	83 081			85 360	
Côte d'Ivoire	11 950		215 000			102 506
Djibouti		18 639			17 837	
Égypte					81 985	
Éthiopie		339 400			385 094	
Ghana		7 580			7 778	
Guinée		5 209			5 238	
Kenya		578 995			588 636	
Libéria		37 000			91 563	
Lybie	30 000	9 704				
Malawi		15 253			33 031	
Mali	110 461					
Mauritanie		163 216			85 379	
Mozambique		9 091			8 027	
Namibie		5 601			1 942	
Niger		60 909	1 922		49 179	10 610
Ouganda		142 967	12 179		200 041	
RCA	42 988	14 505		275 304	10 813	
RDC	1 023 507	21 922	145 079	1 988 242	62 362	119 321
Rwanda		72 384	10 778		73537	22266
Sénégal			2 570			533
Somalie	1 253 058			124 489		
Soudan	1 855 318	44 112	9 909	2 096 687	41 973	6 849
Soudan du Sud	516 560	225 097	143 579	642 018	223 067	76 387
Tanzanie		105 572			68 978	
Tchad		343 534			378 858	
Togo					4 972	
Zambie		3 093	915		3 705	
Zimbabwe	2 742		44 233	2 632		47 545
Total général	4 864 450	2 546 224	621 164	5 129 372	2 753 323	441 804

Source: rapport combiné des contributions et des prévisions statistiques



Communautés déplacées, Province de Katanga, République démocratique du Congo

Contributions du PAM aux programmes réalisés en Afrique (2010-2013) (dollars)				
Pays	2010	2011	2012	2013
Algérie	26 750 236	15 767 536	17 102 992	15 922 172
Bénin	1 260 703	9 070 396	3 658 736	1 903 940
Bureau de l'Afrique de l'Ouest	1 864 800	8 896 744	69 960 449	11 289 515
Bureau de l'Afrique du Sud				1 118 681
Burkina Faso	16 307 269	11 120 374	48 465 086	20 513 259
Burundi	13 750 383	19 662 329	30 931 845	16 978 334
Cameroun	16 967 143	14 082 175	19 729 285	6 572 868
Cap Vert	4 533	1 417 750		
Congo	20 999 772	5 654 692	17 545 349	8 334 104
Côte d'Ivoire	7 941 292	47 569 680	33 549 753	14 692 177
Djibouti	9 199 418	25 940 691	9 956 132	8 948 995
Égypte	1 544 834	15 617 594	7 684 156	34 841 839
Éthiopie	198 085 271	382 497 621	442 792 042	273 877 340
Gambie	5 558 730	2 622 068	11 697 308	7 924 913
Ghana	24 117 943	3 107 852	8 798 545	3 565 642
Guinée	15 912 368	6 229 091	2 862 334	5 692 123
Guinée-Bissau	5 681 867	2 368 290	2 830 163	5 889 758
Kenya	183 223 680	359 218 471	181 441 288	192 734 298
Lesotho	5 250 930	9 099 123	10 286 235	27 608 446
Libéria	14 186 032	48 384 161	24 086 350	10 989 748
Lybie		5 996 292		
Madagascar	12 323 807	12 693 016	12 102 661	12 447 661
Malawi	27 876 758	11 560 816	76 883 259	95 786 271
Mali	16 110 136	16 257 926	106 845 189	130 867 098
Maroc				1.500.000
Mauritanie	11 875 698	9 269 772	44 907 534	32 832 435
Mozambique	30 691 460	22 035 898	20 433 782	29 786 992
Namibie	1 539 504	569 507	321 000	
Niger	230 205 810	64 543 779	243 507 164	99 053 786
Ouganda	63 492 656	44 729 885	43 424 591	52 308 807
RCA	22 861 121	23 148 106	32 323 572	33 139 535
RDC	128 038 268	105 279 831	190 525 830	71 977 809
Rwanda	18 129 322	12 442 223	19 728 425	15 338 610
São Tomé et Príncipe	714 841	563 919	1 187 149	238 632
Sénégal	8 611 684	10 899 815	60 945 256	28 675 951
Sierra Leone	13 907 948	21 621 273	1 413 278	5 616 604
Somalie	93 429 373	284 741 879	85 868 546	108 028 159
Soudan	646 108 380	432 330 435	264 839 706	263 147 354
Soudan du Sud		22 960 620	350 678 351	273 222 264
Swaziland	2 201 673	1 107 234	5 630 206	900 758
Tanzanie	44 155 250	21 601 729	38 437 108	24 042 832
Tchad	134 253 204	109 074 969	251 675 179	120 021 941
Togo	903 022	499 449	576 009	848 157
Tunisie		430 576	935 000	1.500.000
Zambie	9 423 595	7 003 736	3 246 744	5 844 766
Zimbabwe	72 824 986	68 435 805	88 444 991	57 034 393
Total général	2 158 285 700	2 298 125 128	2 888 258 578	2 133 558 967

Source: rapport combiné des contributions et des prévisions statistiques

Acronymes

ACV	Analyse de la vulnérabilité et de cartographie	HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ACV mobile	Analyse de la vulnérabilité et de cartographie par téléphonie mobile	IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ATFFND	Groupe de travail africain sur le développement de l'alimentation et de la nutrition	IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
CDFA	Coût de la faim en Afrique	IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique	JICA	Agence japonaise de coopération internationale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	KCB	Kenya Commercial Bank
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale	MAA	Mécanisme d'achat anticipé
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens	NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes	OMEP	Sous-division de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise
CFSAM	Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire	OMS	Organisation mondiale de la Santé
CFSVA	Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité	ONG	Organisation non-gouvernementale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	ONU	Organisation des Nations Unies
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est	OXFAM	Comité d'Oxford de lutte contre la famine
ECHO	Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne	P4P	Achats au service du progrès
EFSA	Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence	PAA	Achat des Africains pour l'Afrique
EUNAVFOR	Opération navale de l'UE contre la piraterie	PAM	Programme alimentaire mondial
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PDA	Assistants numériques personnels
FFA	Vivres pour la création d'avoirs	PIB	Produit intérieur brut
FFT	Vivres pour la formation	RCA	République centrafricaine
FIDA	Fonds international de développement agricole	RDC	République démocratique du Congo
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	REST	Société de secours et d'urgence du Tigré
FSIN	Réseau d'information de la sécurité alimentaire	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
GFD	Distribution générale de nourriture	SIG	Système d'information géographique
HARITA	Initiative de transfert des risques pour l'adaptation dans la Corne de l'Afrique	UMA	Union du Maghreb arabe
		UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
		UNHRD	Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies
		UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
		VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome de l'immunodéficience acquise

Crédits photographiques

Page de couverture: PAM/Laura Melo/Burundi; Deuxième de couverture: PAM/Rein Skullerud; Page 2: PAM/Rein Skullerud/Niger; Page 3: PAM/Jane Howard/Mali; Page 4: PAM/Challis McDonough/Somalie; Page 6: PAM/Waswa Moses/Ouganda; Page 8: PAM/Vanessa Vick/Ouganda; Page 9, PAM/Marcus Prior/Mauritanie; PAM/Kiyori Ueno/Éthiopie; Page 11: PAM/Diego Fernandez/Darfour; Page 12: ORDA/Asmanaw Mihet; Page 16: PAM/Mohamed Siddig/Soudan; Page 18: PAM/Diego Fernandez/Darfour; Page 20: PAM/Rose Ogola/Kenya; Page 21: PAM/Giulio d'Adamo/Éthiopie; Page 26: PAM/David Orr/RDC; Troisième de couverture: PAM/Diego Fernandez/Darfour.



Vue aérienne du Darfour

**Bureau de liaison du PAM auprès de
l'UA et de l'UNCEA
Addis-Abeba (Éthiopie)**

**Thomas Yanga
Directeur et représentant
auprès de l'Union Africaine et de
l'UNCEA**

Téléphone: +251 115 17 2122
Email: thomas.yanga@wfp.org

**Wanja Kaaria
Directrice adjointe**

Téléphone: +251 115 17 2123
Email: wanja.kaaria@wfp.org



Programme Alimentaire Mondial